

SAMIR AMIN

Le Sud face à la crise ; l'Afrique dans la mondialisation en crise

1. Le conflit Nord Sud dans la mondialisation en crise

Le capitalisme global en crise ne remet pas en question l'opposition centre/périphérie ; tout au contraire il en accuse le conflit.

Le capitalisme contemporain est parvenu à un stade extrême de centralisation de la propriété du capital : trois à cinq mille groupes, presque tous localisés dans les pays de la triade (Etats Unis, Europe, Japon), contrôlent, pour la première fois dans l'histoire, l'ensemble des systèmes de production, de répartition et de consommation aux échelles des nations du centre et, par ricochet, à celle du système mondial. Ces monopoles généralisés centralisent à leur bénéfice une rente impérialiste renforcée. Celle-ci provient de sources multiples, visibles (les bas salaires payés dans les industries exportatrices des périphéries) ou masquées derrière leur contrôle du marché financier mondialisé, la surprotection des brevets industriels, leur accès presque exclusif aux ressources naturelles de la planète entière, et finalement la mobilisation des moyens politiques puissants dont disposent les puissances occidentales renforcés par leur quasi monopole des armes de destruction massive. De ce fait la contradiction centre/périphérie, loin d'avoir été atténuée par l'approfondissement de la mondialisation, se trouve renforcée.

Pourtant, en apparence, les pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil et autres) ont tiré avantage de la mondialisation des années 1990 et 2000, qui leur a permis d'accélérer les rythmes de leur croissance. Ce sont ces apparences qui font dire – vite – que le conflit centre/périphérie est, pour eux, en voie d'extinction (« ils rattrapent » dans et par la mondialisation capitaliste).

La question est de savoir pourquoi il en a été ainsi et si la poursuite de cette évolution est soutenable. Le capitalisme est entré dans une longue crise structurelle à partir des années 1970 : les taux de croissance dans les pays de la triade sont tombés à la moitié de ce qu'ils avaient été durant les « trente glorieuses » (1945-1975) et n'ont jamais, depuis, retrouvé ces niveaux. Le capital a réagi à cette crise par la centralisation et la financiarisation, indissociables : la fuite dans la finance a été le seul moyen pour les oligopoles de trouver un débouché à leur surplus grandissant. La mondialisation libérale a couronné le tout. Le succès de cette réponse a créé les conditions d'une efflorescence marquée, de 1990 à 2008 (que j'ai qualifiés de « belle époque »). Les stratégies d'accélération de la croissance des pays émergents par la priorité donnée à leurs exportations se sont inscrites dans ce moment qui garantissait leur succès immédiat.

La poursuite de cette option capitaliste mondialisée n'est pas soutenable pour de nombreuses raisons. La principale est que cette voie ne permettra pas d'absorber la masse gigantesque des paysanneries (presque encore la moitié de l'humanité, localisée pour sa presque totalité dans les trois continents : Asie, Afrique, Amérique latine) dans un développement des industries et des services modernes. La voie capitaliste historique, fondée sur la propriété privée du sol agraire et sa réduction au statut de marchandise, n'a été possible pour l'Europe que grâce à l'émigration massive que la conquête des Amériques permettait (les « Européens » comptaient pour 18% de la population de la Planète en 1500 ; en 1900 Européens d'Europe et émigrés hors d'Europe comptaient pour 36%). Les peuples d'Asie et d'Afrique, privés d'une

possibilité semblable, ne peuvent pas emprunter la même voie de développement. Autrement dit, si le capitalisme historique a bien résolu la question agraire pour l'Europe, il reste incapable de le faire dans les périphéries.

Ceux du pays du Sud qui persisteraient dans cette voie, et accepteraient de « s'ajuster » au jour le jour à des conditions qui deviendront de plus en plus sévères avec l'approfondissement de la crise, se retrouveront non pas avoir construit un « capitalisme national » capable de traiter d'égal à égal avec l'impérialisme collectif de la triade, mais dans la situation de pays ravagés par un lumpen capitalisme, au demeurant vulnérable et dominé de ce fait. Les puissances impérialistes ne voient dans ces pays que des « marchés émergents » dont le « développement » s'inscrira nécessairement dans cette lamentable perspective. Mais les pays en question se voient, eux, comme des « nations émergentes ». La différence est considérable.

Les nations du Sud sont donc appelées à perdre leurs illusions relatives à un « développement accéléré dans et par la mondialisation ». Les difficultés grandissantes de l'ajustement encourageant déjà les luttes des victimes – les paysans pour la terre, les ouvriers pour de meilleurs salaires, les peuples pour la conquête de droits démocratiques. Pour répondre au défi les pouvoirs devront recentrer leur développement sur le marché interne (ce que la Chine a amorcé à partir de 2002). Cette nouvelle voie de développement autocentré – incontournable – restera certes difficile. Elle doit associer des moyens complémentaires mais également conflictuels : le recours au « marché » (qui, dans le monde moderne, est toujours un « marché capitaliste ») et à la planification sociale (aussi peu bureaucratique que possible, ouvrant la voie autant que possible à l'intervention active des classes populaires).

Le conflit entre l'impérialisme collectif de la triade et les nations du Sud est appelé à s'intensifier autour des questions relatives à l'accès aux ressources de la planète, aux technologies, au marché financier mondialisé. L'impérialisme sait que les monopoles qui garantissent sa rente sont fragiles et que les pays du Sud peuvent en annihiler le pouvoir, et c'est pourquoi sa seule réponse consiste dans le déploiement du projet de contrôle militaire de la Planète par les forces armées des Etats Unis et de leurs alliés subalternes de l'OTAN.

Le conflit centre/périphérie mobilisera-t-il l'ensemble des pays du Sud ? Cela avait été le cas à l'époque de Bandung, en dépit des différences gigantesques entre les pays du Sud de l'époque, pas moins marquées qu'aujourd'hui. Mais cette possibilité n'est pas certaine. Les pays émergents – la périphérie véritable du capitalisme contemporain – pourraient nourrir l'illusion qu'ils peuvent, comme les pays impérialistes, même si c'est en concurrence aigue avec eux, bénéficier du pillage des ressources des périphéries ravagées (une réalité qui s'est répétée dans l'histoire), de ce fait particulièrement impuissantes.

Que sera le monde « après la crise » ? Impossible de le dire. N'oublions pas que la première longue crise, amorcée dans les années 1870, auquel le capital de l'époque avait répondu également par la monopolisation, la mondialisation (coloniale) et la financiarisation, a débouché – après l'efflorescence courte de la première « belle époque » (1894-1914), sur 1914-1945 c'est-à-dire : la première guerre mondiale, la révolution russe, la crise de 1929, le nazisme, la seconde guerre mondiale, la révolution chinoise. Ce sont ces « événements » - difficile à qualifier de mineurs – qui ont façonné le monde « d'après la crise », c'est-à-dire la combinaison, durant les trente glorieuses, de la social démocratie en Occident, des socialismes réellement existants à l'Est et des nationalismes populaires de l'ère Bandung (1955-1980) au Sud. La seconde crise appellera des transformations d'ampleur comparable (même si elles seront « différentes »). Le conflit centre/périphérie et le conflit capitalisme/perspectives exigeant d'aller au-delà de celui-ci sont indissociables.

2. L’Afrique, une région particulièrement vulnérable dans la mondialisation en crise

L’Afrique avait été plongée dans la nuit noire de la colonisation, forme brutale de la mondialisation imposée par le capitalisme des monopoles en réponse à sa première grande crise, à la fin du XIX^{ème} siècle, prenant la relève de la traite négrière, elle-même à l’origine de sa régression historique. Les mouvements de libération nationale, enfin parvenus à imposer l’indépendance des Etats du continent, ont alors conçu un grand projet de renaissance africaine : un projet ambitieux comme il le fallait, associant un développement accéléré à la fois agricole et industriel à la généralisation de l’éducation et à des constructions d’intégrations régionales s’inscrivant dans une perspective pan africaine.

Les blocs historiques construits par les mouvements de libération nationale imposaient cette perspective à la hauteur du défi. Et l’intelligentsia radicale, dans la conceptualisation et la mise en œuvre de ce projet avait su répondre aux exigences du défi, penser avec audace et penser par elle-même. Au cours des décennies 1960 et 70 l’Afrique a, de ce fait, progressé à pas de géant au point que l’image nouvelle du continent a fait oublier celle de la désolation héritée de la colonisation.

Mais ces avancées se sont progressivement enlisées sous l’effet combiné des contradictions internes dont elles développaient l’émergence et de l’hostilité de l’impérialisme. Les paysanneries ont été progressivement marginalisées dans les blocs historiques au pouvoir, au bénéfice de classes dirigeantes –et parfois de classes moyennes nouvelles- aspirant à s’ériger en maîtres absolus du pouvoir local, appelées de ce fait à faire remplir aux formes dégénérées de l’Etat les fonctions d’un Etat compradore.

Deux limites majeures aux premières réalisations de l’Afrique indépendante sont à l’origine de cette dérive. La première concerne l’insignifiance des résultats dans le domaine de l’incontournable industrialisation, produite par les illusions que le capital étranger était en mesure d’aider à résoudre la question de son financement. La seconde concerne l’enlèvement culturel des nations africaines, restées prisonnières de l’usage exclusif des langues étrangères de la colonisation.

Ces échecs ont favorisé les conditions qui ont permis à l’impérialisme de reprendre l’offensive en vue de la re colonisation de l’Afrique au cours des années 1980/90, par le moyen des programmes d’ajustement structurel, de la privatisation, de la destruction des Etats, de leur soumission aux diktats des « clubs de donateurs d’aide », accompagné des discours insipides à la mode concernant la « pauvreté », la « bonne gouvernance » et la « société civile ».

Le drame est que les intellectuels africains se sont dans l’ensemble laissés bernés par ces discours qui ont présenté le grand projet de renaissance africaine comme une dérive « grandiloquente, nationaliste et irréaliste ». Bien entendu on oublie de dire que les pays devenus « émergents » sont précisément ceux qui ont avancé dans l’industrialisation à pas redoublés.

L’Afrique aujourd’hui est alors appelée à ne plus avoir d’ambition au-delà de son ajustement au jour le jour aux exigences de la poursuite de l’expansion du capitalisme des oligopoles, une voie dont nous avons dit qu’elle ne pouvait conduire qu’au désastre absolu. Dans cette perspective l’Afrique n’existe que pour ses ressources naturelles qu’elle offre au pillage : les

ressources de son sous sol (hydrocarbures, or, diamant et encore plus important minerais rares), ses terres désormais offertes à l'expansion de l'agri business pour de nouvelles productions d'exportation (agro carburants et autres).

Notre projet est de réunir une masse critique suffisante d'intellectuels capables, au-delà de l'analyse des politiques désastreuses en cours, de dessiner les contours d'une authentique renaissance de la pensée audacieuse, indépendante, à la hauteur du défi.